



Parc national  
du Mercantour

### Décision n° 2018- 210

autorisant des travaux dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment ses articles 3 et 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14, 15 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'avis conforme n°2015-298 du 05 novembre 2015 autorisant la construction de nouveaux enclos au sein du Centre Alpha, destiné à l'accueil d'individus captifs de Chamois et de Lièvres variables,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le récépissé de dépôt de déclaration n°2018-013 du 08 mars 2018 et l'accord sur déclaration de commencement de travaux daté du 24 avril 2018, délivrés par les services de la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 12 juin 2018

Considérant que les travaux ont pour objectif d'alimenter le réseau d'eau du Centre Alpha par des apports complémentaires, afin de garantir un débit et une pression suffisantes dans celui-ci et notamment aux sorties des bornes utilisées par les services de secours en cas d'incendie,

Considérant que ce besoin d'amélioration du réseau incendie est issu de la construction des nouveaux « enclos à Herbivores » tel qu'autorisé par l'avis conforme n°2015-298 susvisé, et notamment d'un local de stockage de fourrage de 40 m<sup>2</sup>,

Considérant que le projet de prise d'eau n'est pas conforme à la modalité n°18 d'application de la réglementation du cœur, dans le sens où elle ne permet pas de réduire les impacts environnementaux de l'activité autorisée du Centre Alpha et des « enclos à Herbivores »

Considérant toutefois que la création d'un « robinet incendie armé avec une ressource d'eau de 60 m<sup>3</sup>/heure » a été formellement sollicitée par les Services d'incendie et de secours des Alpes Maritimes dans un courrier daté du 19 mai 2017,

Considérant que l'emplacement de la prise d'eau a été déterminé par le Service Prévention du Groupement de Gendarmerie Nice Montagne, le Centre de secours de Saint-Martin-Vésubie et le Service Sécurité, sûreté et prévention du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,

Considérant à ce titre, que les travaux de création de la prise d'eau et d'extension du réseau d'eau et de robinets incendies peuvent être considérés comme relevant également de la modalité n°15 d'application de la réglementation relative à la sécurité civile,

Considérant que les caractéristiques techniques de la prise d'eau lui permettent de n'être mise en fonctionnement que lorsqu'un incendie requiert une ressource en eau complémentaire, réduisant ainsi ses impacts potentiels sur le fonctionnement hydraulique et les biocénoses du torrent du Boréon,

Considérant que les risques d'impacts écologiques des travaux, tant sur le torrent du Boréon que sur les parties terrestres du chantier, peuvent être atténués par des mesures correctives à la charge du pétitionnaire,

Décide :

Article 1 :

Le Syndicat mixte de développement de la Vésubie et du Valdeblore, représenté par son directeur Monsieur DELAHAYE Antoine et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies ci-après, à effectuer des travaux de création d'une prise d'eau sur le torrent du Boréon ainsi que de pose de cuves, canalisations et équipement électriques visant à renforcer la ressource en eau mobilisable en cas d'incendie aux abords des nouveaux « enclos à Herbivores » du Centre Alpha.

Article 2 :

L'autorisation est accordée du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 octobre 2018, pendant la période d'étiage du cours d'eau et en-dehors de la période de reproduction de la truite fario.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Le pétitionnaire est tenu d'organiser avec le service territorial concerné du Parc national du Mercantour, une réunion préalable à la mise en place du chantier et une réunion de récolement à l'issue de celui-ci.

Contact service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15  
chef du S.T – LOUVET Sébastien ([sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr))  
adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc ([jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr))

3.2. L'approvisionnement du chantier et la circulation des engins seront exclusivement limités à l'enceinte du Centre Alpha.

3.3. Tout prélèvement, dépôt de terre, pierres ou blocs et circulation d'engins dans le lit mineur du Boréon est interdite.

3.4. Les interventions en rive et le creusement des tranchées de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'électricité seront réalisés hors périodes de précipitations et de telle sorte qu'aucun transport de matières ne puisse s'effectuer vers le torrent du Boréon.

3.5. L'ouvrage de prise d'eau sera réalisé à partir d'un caisson pré-fabriquée ; aucune confection et utilisation de béton, ciment ou autre mortier n'est autorisée sur site.

3.6. La protection de l'ouvrage de prise d'eau sera réalisée à l'aide d'un enrochement libre, sans utilisation de béton, ciment ou autre mortier. Le linéaire de cet enrochement sera limité au strict nécessaire utile à la protection de la prise d'eau. Il épousera le profil et la limite basse de la berge, tels qu'ils étaient avant implantation de la prise d'eau.

3.7. L'approvisionnement en blocs rocheux depuis l'extérieur du cœur du parc national est autorisé, sous réserve que ces derniers ne soient pas constitués d'une roche calcaire.

3.8. Aucun apport de terre extérieure au chantier n'est autorisé. Les différents affouillements seront réalisés après extraction et mise en réserve des mottes de végétation pré-existantes. Celles-ci devront être réutilisées et réimplantées à la surface des affouillements, après leur comblement.

3.9. Le recours à un ré-ensemencement artificiel n'est autorisé qu'aux conditions suivantes

- celui-ci ne devra intervenir qu'en complément de la réimplantation des mottes de végétation pré-existantes
- celui-ci ne devra recourir qu'à des semences bénéficiaires de la marque nationale « Végétal Local – zone Alpes » préalablement validées par le Conservatoire botanique national méditerranéen, après inventaire des espèces présentes sur le site à proximité du chantier

3.10. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus, y compris les excédents de terre issus des affouillements, devront être intégralement collectés et évacués vers les filières de traitement dûment autorisées. Tout brûlage est interdit dans le cœur du parc national.

#### Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

#### Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### Article 6 :

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par la réglementation en vigueur.

Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

#### Article 7 :

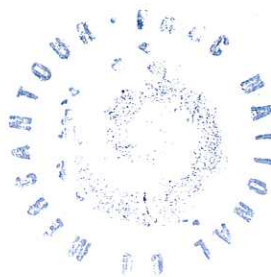
Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 13 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER